

Projet de convention de délégation de la compétence « plaisance » à la Communauté d'Agglomération du Calaisis

Entre :

La Région Nord-Pas de Calais, représentée par M. Daniel PERCHERON, Président du Conseil Régional, 151 avenue du Président Hoover, 59555 Lille cedex,

Ci-dessous désignée « l'autorité délégante » ou « la Région »,

Et :

La Communauté d'Agglomération du Calaisis, représentée par

Ci-dessous désignée « l'autorité délégataire » ou « la Communauté d'Agglomération » ou « la CAP Calaisis »,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L.5210-4,

Vu le code des transports et le code des ports maritimes,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques,

Vu la délibération du Conseil de la Communauté d'Agglomération du Calaisis n° en date du 28 mars 2013,

Vu la délibération de la Commission Permanente du Conseil Régional n° en date du 24 juin 2013.

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule :

Par une délibération du 28 mars 2013, le Conseil communautaire de CAP Calaisis a :

- proposé de modifier les statuts de la Communauté d'Agglomération Cap Calaisis pour y intégrer le recours aux conventions de délégation relevant des dispositions de l'article L. 5210-4 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- décidé de faire mener les discussions relatives à la plaisance avec la Région sous l'égide d'une commission composée des membres des commissions Finances et Tourisme et présidée par le Président.

Par délibération du 24 juin 2013, la Région émet un avis favorable au principe de délégation de compétence de la plaisance au port de Calais.

Par ailleurs, la Région a lancé fin 2012 une procédure de délégation de service public en vue de l'exploitation future des ports de Boulogne-sur-Mer et de Calais (commerce, transmanche, pêche, mais à l'exclusion de la plaisance) pour une période de 50 ans. La Région entend ainsi se consacrer pleinement aux activités industrielles, halieutiques et commerciales des ports, considérant que les activités de plaisance correspondent davantage à une compétence communale ou intercommunale, conformément à l'article L.5314-4 du code des transports.

PROJET

Article 1 – Objet

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de mise en œuvre de la délégation par la Région Nord-Pas de Calais au profit de la Communauté d'Agglomération du Calaisis de la compétence « plaisance » du port de Calais.

Article 2 - Contenu de la délégation de compétence

2.1. Périmètre concerné

Le périmètre de cette délégation de compétence est repris dans le plan joint en annexe 1, il comprend le bassin ouest, l'arrière-port ouest (plan d'eau situé au sud-ouest de l'arrière port, à proximité de l'écluse ouest), et le bassin d'échouage du Paradis à Calais.

Ce périmètre comprend notamment les ouvrages et installations suivants qui appartiennent à la Région et sont remis au délégataire pour en assurer l'aménagement, l'entretien et l'exploitation :

- des plans d'eau
- des terre-pleins, quais et infrastructures
- des bâtiments d'exploitation et d'accueil et des locaux de toute nature pour les besoins des usagers du port de plaisance (clubhouse, bloc sanitaire)
- des aires de stationnement des voitures, et des navires à terre
- les équipements accessoires pour parfaire le bon fonctionnement du port, notamment les installations sanitaires et les réseaux d'assainissement ainsi que les appareils de manutention pour la mise à terre des bateaux et les installations d'avitaillement et de réparations
- la distribution dans l'ensemble du périmètre du port de plaisance de l'eau potable, de l'éclairage et de l'énergie électrique et d'un réseau téléphonique.

D'une manière générale, sont incorporés à la délégation, tous les services et moyens compris dans le périmètre repris en annexe 1, et nécessaires à la bonne exploitation du port de plaisance.

L'évolution de ce périmètre nécessitera la signature d'un avenant à la présente convention.

2.2. Responsabilités de la Communauté d'Agglomération du Calaisis

La compétence plaisance jusqu'ici exercée par la Région dans le port de Calais est transférée à la Communauté d'Agglomération du Calaisis. Les orientations, les investissements et le fonctionnement de la fonction plaisance sont de la responsabilité de la Communauté d'Agglomération du Calaisis.

Pour exercer celle-ci, CAP Calaisis :

- se voit transférer l'affectation des installations réalisées jusqu'ici dans le cadre de l'activité plaisance de la concession globale du port de Calais en vigueur jusqu'au 31 décembre 2013 ;
- pourra prendre toute décision relative au mode d'exploitation du port de plaisance (Régie, concession,...) ;
- élaborera un règlement particulier d'exploitation du port de plaisance ;

- pourra assurer la surveillance des installations et le fonctionnement des services et du matériel par des agents commissionnés et assermentés devant le tribunal de grande instance, ils devront porter d'une façon apparente les signes distinctifs de leurs fonctions ;

- procédera à la délivrance, à la gestion des autorisations d'occupation et la perception des droits ;

- assurera la couverture des risques potentiels liés aux biens, activités et responsabilités de la délégation de compétence, y compris en cas de force majeure ou de catastrophe naturelle ; CAP Calaisis souscrira, le cas échéant, les assurances nécessaires ;

- devra veiller à ne pas causer de désagréments aux autres fonctions portuaires, et également se conformer aux instructions formulées par l'autorité portuaire dans le cadre de sa mission de régulation des différentes activités entre elles ;

- devra également animer, gérer et piloter le comité local des usagers des installations de plaisance (CLUPP).

En tout état de cause, les agents de l'Autorité portuaire auront, en tout temps libre accès en tout point du secteur affecté à l'activité de la plaisance (cf. plan en annexe 1).

L'autorité délégataire ne sera fondée à élever aucune réclamation dans le cas où l'établissement et l'exploitation d'un autre port public ou privé seraient autorisés à proximité des secteurs affectés à la plaisance.

2.3. Responsabilités de la Région

La Région conservera :

- la propriété du domaine portuaire,
- les missions d'autorité portuaire au sens du code des transports et du code des ports maritimes et dans le respect du règlement général de police des ports maritimes de commerce et de pêche et du règlement particulier de police du port de Calais (annexe 2),
- la propriété et la gestion des ouvrages mobiles,
- la propriété des quais et infrastructures, ainsi que les opérations lourdes d'investissement sur ces ouvrages,
- les opérations de dragage (cf. article 3),
- la fixation des limites administratives du port,
- l'organisation du conseil portuaire.

Article 3 – Entretien des ouvrages

Les ouvrages décrits dans l'article 2.1 seront entretenus en bon état par les soins du délégataire de façon à toujours convenir parfaitement à l'usage auquel ils sont destinés.

Le délégataire prendra les mesures nécessaires pour maintenir en bon état de propreté les installations et appareils ainsi que leurs abords.

Les opérations de dragage seront réalisées par la Région dans les différentes parties des plans d'eau, dans l'objectif des niveaux de services suivant (dans les conditions financières définies à l'article 6) :

- dans le Bassin ouest : une côte de – 1,50
- dans l'Arrière-port ouest : une côte de – 3,50

ces côtes étant définies par rapport au zéro des cartes marines.

La tolérance pour les côtes précisées ci-dessus est fixée à 0,30 m.

En cas de besoin particulier (hors cadre fixé ci-dessus), CAP Calaisis définira un an avant la réalisation des opérations de dragages ces besoins pour les plans d'eaux affectés à la plaisance. La Région effectuera une proposition suivant la faisabilité de cette demande au regard des volumes de dragage d'entretien programmés dans le cadre de son arrêté préfectoral d'autorisation au titre de la loi sur l'eau.

Les opérations de dragages ne pourront être réalisées qu'à l'issue de l'enlèvement des bateaux et du démontage des installations mobiles nécessaires à l'activité plaisance par CAP Calaisis.

Article 4 – Concertation et information

4.1. Concertation

La Région et Cap Calaisis se concerteront en tant que de besoin sur tout sujet concernant l'exploitation portuaire, et plus généralement, pour tout sujet en lien avec l'objet de la présente délégation de compétence.

Elles se concerteront en particulier sur :

- l'actualisation du schéma-directeur du port,
- tout projet d'aménagement ou de travaux pouvant avoir un impact sur le domaine et les activités portuaires,
- les règlements lorsqu'ils sont de nature à avoir des conséquences sur des activités exercées par l'un ou l'autre,
- la fixation des limites administratives du port,
- la composition du conseil portuaire.

Elles participeront au « Comité de Suivi de la délégation de compétence », composé de représentants des parties contractantes, qui se réunira au moins une fois par an. Ce Comité sera présidé par la Région qui en assurera le secrétariat, en concertation avec CAP Calaisis.

4.2. Information

CAP Calaisis remettra à la Région, au plus tard le 1^{er} juin de chaque année, un rapport relatif à l'exercice de sa délégation comprenant notamment :

- un compte-rendu des activités du port de plaisance et les comptes correspondants, quel que soit leur mode d'exploitation,
- un récapitulatif des principales réalisations de CAP Calaisis relatives à la plaisance, et au patrimoine délégué.

CAP Calaisis informera à tout moment la Région de tout événement susceptible de la concerner.

La Région pourra demander à tout moment des informations à CAP Calaisis relatives à la délégation de la compétence plaisance (renseignements d'ordre statistique relatif à la fréquentation, à l'emploi, à la tarification, ainsi qu'à la qualité des services).

Article 5 - Cadre financier de la délégation

CAP Calaisis se voit confier les outillages, matériels et bien mobiliers affectés exclusivement à la plaisance à titre gratuit.

CAP Calaisis assurera intégralement le financement des responsabilités qui lui sont confiées en application de la présente convention.

CAP Calaisis aura la responsabilité de proposer et de percevoir (ou d'autoriser la perception par un tiers exploitant) les droits de ports et les redevances d'usages afférentes aux activités de plaisance et au patrimoine dont la gestion lui est déléguée. Les tarifs sont fixés par Cap Calaisis, après avis du Conseil Portuaire. En tout état de cause, ces tarifs seront fixés, et les recettes seront perçues, suivant les modalités définies dans le code des ports maritimes.

CAP Calaisis assurera le paiement de tous impôts, taxes et droits divers relatifs aux activités et périmètre délégués.

[Financement du dragage, de l'exploitation et la maintenance à définir]

En cas de besoin, CAP Calaisis pourra solliciter l'assistance de la Région pour la mise à disposition de moyens humains ou matériels concernant notamment la maintenance ou l'ingénierie ; une convention particulière en définira les modalités techniques et financières.

Article 6 – Modalités de gestion des ouvrages mobiles

Une priorisation d'usage des ouvrages mobiles : Pont Henri Hénon et écluse Ouest, sera définie annuellement au mois de mars de chaque année.

Cette priorisation sera définie d'un commun accord entre le gestionnaire des ouvrages mobiles (la Région), le responsable du port de plaisance (CAP Calaisis), et le gestionnaire de l'infrastructure routière de franchissement des ouvrages (la Ville de Calais), suivant les consignes d'ouvertures.

Article 7 - Substitution dans les droits et obligations en cours

CAP Calaisis se substituera à la Région dans tous ses droits et obligations relatifs à l'objet de la délégation pendant la durée de celle-ci.

CAP Calaisis devient le gestionnaire du service public « plaisance » du port de Calais.

Article 8 – Durée

La délégation de compétence est conclue pour une durée de 4 ans à compter du 1^{er} janvier 2014. La présente convention sera renouvelée par tacite reconduction tous les 4 ans.

Les parties conviennent de s'informer au moins un an avant l'échéance de la délégation de leur souhait de poursuivre celle-ci.

Cependant, il sera possible d'y mettre fin dans les conditions prévues à l'article 9.

Article 9 – Résiliation

La présente convention peut être résiliée :

- d'un commun accord des deux parties, avec un préavis minimum d'un an.
- par décision unilatérale de la Région :
 - soit en cas de non-respect de la présente convention par CAP Calaisis (préavis minimum de trois mois après mise en demeure restée sans réponse pendant un mois ou dont la réponse n'est pas jugée satisfaisante),
 - soit pour motif d'intérêt général (préavis minimum d'un an).

La résiliation nécessitera un avenant réglant les conditions de cette résiliation, mais ne donnera droit à aucune indemnisation.

En cas de résiliation de la présente convention, la Région sera substituée à CAP Calaisis dans tous ses droits et obligations relatifs à l'objet de la délégation.

Article 10 – Litiges

En cas de litige, les parties contractantes s'efforceront de trouver un accord amiable. A défaut, la partie la plus diligente saisira le tribunal administratif de Lille, désigné comme compétent pour l'exercice de la présente convention.

Date :	Date :
La Communauté d'Agglomération du Calaisis	La Région Nord-Pas de Calais

ANNEXES :

- Annexe 1 : Périmètre de la délégation de compétence
- Annexe 2 : Règlement particulier de police du port de Calais
- Annexe 3 : Schéma directeur du port